ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 4 octobre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant institution d'une chambre de recours au sein des services du Premier Ministre", a donné en sa séance du 8 novembre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e October 1950 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende instelling van een raad van beroep in de schoot van de diensten van de Eerste-Minister", heeft ter zitting van 8 November 1950 het volgend advies gegeven :

L'article 82 du statut des agents de l'Etat prévoit qu'il est institué, dans chaque département ministériel, une ou plusieurs chambres de recours.

Un ensemble de services publics groupés sous l'autorité directe d'un ministre constitue un ministère, au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, même s'il n'y a pas de secrétaire général.

\+

\+ +

Plusieurs dispositions du statut et d'arrêtés royaux qui le complètent règlent la composition des chambres de recours, leur compétence et la procédure à suivre devant elles.

Toutefois, le fonctionnement de ces chambres requiert des mesures d'exécution adaptées aux conditions propres à chaque ministère.

Par l'article 118 du statut le Roi charge ses ministres de pourvoir à l'exécution de ce statut, chacun en ce qui le concerne.

Ce pouvoir ne leur confère pas le droit de modifier le statut, ni d'y déroger.

D'autre part, il est de mauvaise technique de reprendre sous une forme différente, des

.../...

dispositions du statut qui ont déjà réglé la matière. Ces considérations ont amené le Conseil d'Etat à proposer la suppression d'une série de dispositions, les unes parce qu'illégales, les autres parce que superflues.

+

+ +

L'article 4, alinéa 2, du projet porte que le ministre doit agréer la liste des assesseurs, délégués par le personnel. Cette agréation n'est pas prévue par le statut et porterait atteinte au droit des organisations professionnelles de désigner librement leurs délégués. Par contre, le Conseil d'Etat estime que la mission d'assurer l'exécution du statut donne au ministre le pouvoir de contrôler préalablement si les désignations sont conformes au statut.

+

+ +

L'article 5 du projet paraphrase l'article 85 du statut, mais n'indique pas qui doit désigner l'assesseur suppléant de grade au moins égal à celui de l'appelant. Il entre dans les intentions du ouvernement et il est conforme à l'économie du statut que le président de la chambre soit chargé de cette désignation. Le projet est muet sur la façon de procéder lorsqu'aucun des suppléants n'est d'un grade égal à celui du requérant. Le Conseil d'Etat signale la lacune sans proposer de texte, ignorant les intentions du Premier Ministre à ce sujet.

+

+ +

.../...

Les articles 7 et 12 du projet sont contraires au statut.

En effet, les articles 89 et 90 du statut disposent que la chambre donne son avis sur un dossier complet et l'article 91 que les enquêtes se font sur renvoi, par l'autorité administrative. Il en résulte que la chambre rend sonavis sur pièces et ne peut procéder à l'audition de témoins.

Le Conseil d'Etat propose un texte (article 5 du projet ci-après) qui réalise les intentions du Premier Ministre dans la mesure qu'autorise le statut. Il en résulte,en faveur des agents des services du Premier Ministre,une garantie supplémentaire qui n'existe pas dans tous les ministères.

\+

\+ \+

L'article 11 dispose que la chambre de recours est saisie par le Premier Ministre,alors que l'article 89 du statut attribue ce rôle au secrétaire général. A défaut de secrétaire général, le Premier Ministre peut prendre un arrêté par lequel il attribue la compétence du secrétaire général prévue par le statut à un directeur général de ses services.

Le Conseil d'Etat rappelle que le rôle du secrétaire général se borne à la transmission de la requête à la chambre de recours.

\+

\+ \+

Les autres dispositions de l'article 11,de même que les articles 6, 8, 9, 10, 13, 14,alinéas 1er et 3, les articles 16 et 20 ne font que reproduire ou paraphraser les dispositions du statut et des arrêtés royaux qui le complètent et sont donc superflus.

\+

\+ +

L'article 17 n'a pas de base légale. Seul le Roi peut accorder des jetons de présence ou en établir le principe.

\+

\+ +

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant, qui contient, en outre, certaines modifications.

\+

\+ +

ARRETE MINISTERIEL PORTANT INSTITUTION DE CHAMBRES DE RECOURS AU SEIN DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Le Premier Ministre,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949 portant le statut syndical du personnel de l'Etat, modifié par l'arrêté du Régent du 12 octobre 1949;

Vu l'arrêté ministériel du 16 février 1950 portant désignation des membres du Comité de consultation syndicale pour les services du Premier Ministre;

Considérant qu'il y a lieu de régler la composition et le fonctionnement de la chambre de recours à instituer au sein des services du Premier Ministre;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale pour les services du Premier Ministre, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

Il est institué au sein des services du Premier Ministre deux chambres de recours, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise.

Le régime linguistique auquel appartient l'agent détermine la chambre devant laquelle il comparaît.

Article 2.-

Chaque chambre comprend quatre assesseurs effectifs et quatre assesseurs suppléants.

.../...

Article 3.-

Les deux organisations professionnelles représentées au Comité de consultation syndicale désignent pour chacune des chambres un assesseur effectif et un assesseur suppléant.

La liste des assesseurs, délégués du personnel, est soumise au Premier Ministre, en vue de constater la régularité de leur désignation.

Article 4.-

Lorsque dans une cause déterminée l'assesseur effectif occupe un rang inférieur à celui du requérant, le président fait appel à un assesseur suppléant de grade au moins égal.

Article 5.-

Lorsque les autorités compétentes procèdent à une enquête à la demande de la chambre de recours, l'audition des témoins se fait en présence du requérant ou de son conseil, pour autant que le requérant en exprime le désir.

Article 6.-

Les avis de la chambre de recours font l'objet d'un vote secret.

Article 7.-

Les facilités nécessaires sont accordées aux membres de la chambre de recours, au requérant et au défenseur, tant pour consulter le dossier que pour assister à la séance de la chambre.

.../...

Article 8.-

Des indemnités de déplacement, calculées suivant les dispositions réglementaires,et le remboursement des frais de transport sont accordés aux assesseurs, au défenseur s'il est agent de l'Etat en activité de service ou pensionné, ainsi qu'au requérant, si l'avis de la chambre est favorable à ce dernier.

Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le

Bruxelles, le

Luidens artikel 82 van het statuut van het Rijkspersoneel worden in elk ministerieel departement één of meer raden van beroep ingesteld.

Een groep openbare diensten, die samen onder het onmiddellijk gezag van één minister staan, vormen, in de zin van het koninklijk besluit van 2 October 1937, een ministerie, zelfs indien er geen secretaris-generaal is.

\+

\+ \+

Verscheidene bepalingen van het statuut en van koninklijke besluiten die het aanvullen, regelen de samenstelling van de raden van beroep, hun bevoegdheid en de procedure vóór die raden.

Voor de werking van die raden zijn evenwel uitvoeringsmaatregelen vereist die aan de bijzondere behoeften van elk ministerie zijn aangepast.

Bij artikel 118 van het statuut gelast de Koning zijn ministers, ieder wat hem betreft, in de uitvoering van dat statuut te voorzien.

Die macht verleent hun niet het recht, het statuut te wijzigen of er van af te wijken.

Voorts is het een verkeerde methode, bepalingen van het statuut die deze aangelegenheid reeds hebben geregeld in een gewijzigde vorm over te nemen. Op grond van die overwegingen stelt de Raad van State voor een reeks bepalingen te schrappen, de ene omdat ze onwettelijk en de andere omdat ze overbodig zijn.

\+

\+ \+

In het tweede lid van artikel 4 van het ontwerp is bepaald dat de minister de lijst der bijzitters,afgevaardigden van het personeel, moet goedkeuren. Die goedkeuring wordt door het statuut niet voorgeschreven en zij zou aan het recht der beroepsorganisaties, om hun afgevaardigden vrij aan te wijzen, afbreuk doen. Daarentegen oordeelt de Raad van State dat de taak om in de uitvoering van het statuut te voorzien, aan de minister de bevoegdheid verleent vooraf na te gaan of de aanwijzingen overeenkomstig het statuut zijn gedaan.

\+

\+ \+

Artikel 5 van het ontwerp omschrijft artikel 85 van het statuut,maar zegt niet wie de plaatsvervangende bijzitter, die in graad ten minste met de eiser in beroep gelijk staat, aanwijst. Het ligt in de bedoeling van de Regering en het stemt met de opzet van het statuut overeen, dat de voorzitter van de raad met die aanwijzing wordt belast. Het ontwerp rept met geen woord over wat te doen valt wanneer geen enkele plaatsvervanger een graad heeft welke aan die van de verzoeker gelijk is. De Raad van State vestigt de aandacht op die leemte, zonder echter een tekst voor te stellen, daar hij de bedoelingen van de Eerste-Minister in dezen niet kent.

\+

\+ \+

De artikelen 7 en 12 van het ontwerp zijn strijdig met het statuut.

.../...

In de artikelen 89 en 90 van het statuut is immers bepaald dat de raad zijn advies uitbrengt over een volledig dossier, en in artikel 91 dat de onderzoekingen, na terugzending, door de administratieve overheid geschieden. Daaruit blijkt dat de raad op de stukken adviseert en geen getuigen mag horen.

De Raad van State stelt een tekst voor (artikel 5 van het hierna volgend ontwerp) die de bedoelingen van de Eerste-Minister verwezenlijkt voor zover het statuut zulks mogelijk maakt. Het gevolg hiervan is voor het personeel der diensten van de Eerste-Minister een bijkomende waarborg, die niet in alle ministeries bestaat.

\+

\+ \+

Artikel 11 bepaalt dat de zaak bij de raad van beroep aanhangig wordt gemaakt door de Eerste-Minister, terwijl zulks volgens artikel 89 van het statuut door de secretaris-generaal wordt gedaan. Bij ontstentenis van een secretaris-generaal kan de Eerste-Minister een besluit nemen, waarbij hij de bij het statuut bepaalde bevoegdheid van de secretaris-generaal aan een directeur-generaal van zijn diensten toekent.

De Raad van State herinnert er aan dat de taak van de secretaris-generaal beperkt blijft tot het overmaken van het verzoekschrift aan de Raad van beroep.

\+

\+ \+

.../...

De andere bepalingen van artikel 11, alsook de artikelen 6, 8, 9, 10, 13, 14, eerste en derde lid, en de artikelen 16 en 20 zijn overbodig, omdat zij slechts herhalingen of omschrijvingen zijn van de bepalingen van het statuut en van de koninklijke besluiten die het aanvullen.

\+

\+ \+

Voor artikel 17 is er geen wettelijke grondslag. Alleen de Koning kan presentiegelden toekennen of het principe er van bepalen.

\+

\+ \+

Met inachtneming van die opmerkingen stelt de Raad van State de hierna volgende tekst voor, waarin voorts enkele wijzigingen voorkomen.

\+

\+ \+

MINISTERIEEL BESLUIT TOT INSTELLING VAN RADEN VAN BEROEP IN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE-MINISTER.

De Eerste-Minister,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel;

.../...

Gelet op het besluit van de Regent van 11 Juli 1949 houdende syndicaal statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 12 October 1949;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 Februari 1950 houdende aanwijzing van de leden van de Syndicale Raad van advies voor de diensten van de Eerste-Minister;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat de samenstelling en de werking van de raad van beroep, die in de diensten van de Eerste-Minister moet worden ingesteld, te regelen;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van advies voor de diensten van de Eerste-Minister, gegeven de ...;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

In de diensten van de Eerste-Minister worden twee raden van beroep ingesteld, een Nederlandssprekende en een Franssprekende.

De taalrol waartoe het personeelslid behoort, bepaalt voor welke raad hij verschijnt.

Artikel 2.-

Elke raad bestaat uit vier werkelijke en vier plaatsvervangende bijzitters.

.../...

Artikel 3.-

De twee beroepsorganisaties, in de Syndicale Raad van advies vertegenwoordigd, wijzen voor elke raad een werkelijke en een plaatsvervangende bijzitter aan.

De lijst der bijzitters, door het personeel afgevaardigd, wordt aan de Eerste-Minister voorgelegd, opdat hij de regelmatigheid van hun aanwijzing zou vaststellen.

Artikel 4.-

Wanneer in een bepaalde zaak de werkelijke bijzitter een lagere graad bekleedt dan die van de verzoeker, doet de voorzitter een beroep op een plaatsvervangende bijzitter die ten minste een gelijke graad heeft.

Artikel 5.-

Wanneer de bevoegde overheid op verzoek van de raad van beroep een onderzoek instelt, heeft het getuigenverhoor plaats in tegenwoordigheid van de verzoeker of van zijn raadsman, voor zover de verzoeker het verlangen daartoe te kennen geeft.

Artikel 6.-

Over de adviezen van de raad van beroep wordt een geheime stemming gehouden.

Artikel 7.-

Aan de leden van de raad van beroep, aan de verzoeker en aan de verdediger worden de nodige faciliteiten verleend, zowel om inzage te nemen van het dossier als om de vergadering van de raad bij te wonen.

.../...

Artikel 8.-

De bijzitters, de verdediger indien hij als lid van het Rijkspersoneel in actieve dienst of gepensionneerd is, en de verzoeker indien het advies van de raad hem gunstig is, bekomen de volgens de reglementsbepalingen berekende verplaatsingsvergoedingen en de terugbetaling van hun reiskosten.

Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking.

Brussel, de

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, présidont
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Minister.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.